



Séminaire

"L'EUROPE SOCIALE ET LA CRISE"

Mercredi 21 novembre 2012

Première table ronde : "Quelles sont les
conséquences et issues à la crise ?"

Peter Gortzak, vice-président du syndicat néerlandais FNV

M. GORTZAK.- (Traduction) Merci, Mesdames et Messieurs, de m'offrir l'occasion de vous présenter mon point de vue. Comme Bob l'a dit, je vais essayer de vous présenter les discussions que nous avons au sein du Conseil économique et social. Nous avons discuté sur comment mieux combattre la crise économique actuelle sauf que je crains, Monsieur le Président, de pouvoir difficilement améliorer cette présentation sombre de Frédéric ! Je crois qu'il a fait un exposé réel. Il a vraiment donné une vision de l'état d'avancement de la crise économique et je suis désolé car, je vais renforcer sa vision déjà sombre !

Je voudrais présenter mon exposé en quatre parties. Pour qu'il n'y ait pas surtout pas de malentendu, je vais vous parler de ma conviction de l'importance de l'Europe. Pourquoi les syndicats néerlandais pensent-ils que l'Europe est importante ? Ensuite, je vais également vous présenter les deux théories économiques qui sont contradictoires entre elles. Puis, je vais vous parler de l'économie néerlandaise et de sa situation actuelle. Enfin, je vais vous dire ce qu'il faudrait éventuellement essayer de faire ensemble dans ce contexte européen et quelles sont les conditions pour réussir.

Tout d'abord, le contexte, le fait que l'Europe soit importante.

Les Pays-Bas sont ce que l'on appellerait une économie très ouverte, car les Pays-Bas sont un pays d'exportation, en particulier de produits de qualité et donc de haute technologie. Nous avons les puces ASML, et nous avons également les yachts de luxe pour les riches du monde mais nous avons également le secteur agroalimentaire qui connaît une grande exportation. Sinon, nous avons surtout le secteur des services que nous pouvons renforcer et stimuler par certaines subventions fiscales.

Nous sommes surtout un pays de transit avec le port de Rotterdam et l'aéroport de Schiphol que vous connaissez bien. Nous avons également un lien très étroit avec l'économie allemande.

En d'autres termes, les Pays-Bas sont très intéressés par le commerce en général. Cela explique un peu la mentalité des Pays-Bas. Nous voulons des frontières ouvertes. Nous pratiquons le libre-échange et avons une aversion au protectionnisme.

Une partie très importante de cette exportation se fait vers les états membres européens. Et s'il y a une chose que nous avons apprise lors des dix dernières années, c'est que tout est lié, globalement, que nous avons une économie globalisée. Pour essayer de discuter des problèmes économiques du monde entier, nous avons parfois le G7, le G10 ou même le G20 qui se réunit mais malheureusement aux Pays-Bas, nous avons l'habitude de voir le ministre-président, que ce soit **Jan Peter Balkenende** ou que ce soit **Mark Rutte**, partager les repas du G20 ou pas. Au fond, nous ne faisons que participer au dîner, parce que nous n'avons rien à en dire au niveau économique. C'est un peu logique : nous avons une toute petite superficie ; nous sommes petits. Les grands pouvoirs européens forment un monde en soi et nous n'allons pas toujours y participer.

Les marchés de croissance deviennent également de plus en plus importants : les BRICS, les Etats-Unis et le Japon ou même l'Indonésie qui tient un rôle de plus en plus majeur. Et si les Pays-Bas veulent jouer un rôle significatif dans cette économie mondiale, alors il faudra vraiment que l'on constitue un bloc économique uniforme.

Voilà pourquoi je pense que l'Europe est essentielle. Voilà pourquoi je suis convaincu de ce groupement européen et pourquoi j'ai une aversion au protectionnisme.

Je dois vous dire que malheureusement, nous avons été témoins de ces slogans protectionnistes qui ont été présentés par les différents partis politiques lors des dernières élections législatives. Je pense que ce sont des personnes qui ne pensent qu'à leurs propres intérêts. Pour vous dire en résumé, que je suis convaincu de l'Europe.

Ensuite, nous entendons des théories contradictoires depuis les années 30. Nous traversons la crise économique avec une crise de débouchés européens, avec des conséquences énormes pour les centres de production. Même si la Chine connaît toujours une augmentation et une croissance

économique qui nous fait rêver, nous les Européens, nous voyons aussi qu'au niveau de la Chine, la croissance diminue légèrement. Je pourrais d'ailleurs vous en parler davantage pendant deux ou trois jours ! Nous constatons deux mouvements dans le débat économique et politique.

Premier mouvement, c'est plutôt le mouvement keynésien. **Keynes** qui est actuellement représenté par **Paul Krugman**, qui estime que nous sommes dans une récession due à un manque de consommation et le déséquilibre est dû au fait qu'il y a trop d'épargne, trop d'économies et trop peu de dépenses. Il est ainsi impossible de créer un équilibre et de garantir le plein emploi. Leur panacée est donc de stimuler l'économie et de la renforcer. Ils disent que l'on ne peut pas économiser et passer à travers la crise, surtout pas lorsque la crise est mondiale.

L'Europe reste une économie close, fermée comme les Etats-Unis et selon **Krugman**, nous sommes arrivés dans une crise qui peut être comparée à celle des années 30. Il ne faut pas refaire les mêmes erreurs selon lui.

A l'opposé, l'économiste **Milton Friedman**, depuis les années 80, mais également **Klaas Knot**, le président de la Banque centrale néerlandaise, affirment que la crise des crédits est la conséquence du manque de tampons financiers qui débouchent sur trop de dettes. Donc, selon lui, il faudrait maintenant tout simplement traverser cette période déplaisante pour arriver à dire "*never waste a good crisis*"¹. Ils estiment qu'il faudrait absolument assainir les grandes entreprises et faire des économies. Les banques doivent avoir des tampons financiers, des réserves.

Les dettes hypothécaires, qui sont un problème énorme aux Pays-Bas, doivent diminuer car la dette publique est trop importante, surtout maintenant que la croissance fléchit aux Pays-Bas. Selon ce courant de pensée, on ne peut récupérer la confiance qu'en annulant toutes les erreurs structurelles qui ont été réalisées.

Désolé d'avoir une connotation encore plus sombre que mon prédécesseur mais je crois que la dernière philosophie économique a apparemment réussi à convaincre les politiciens, puisque le gouvernement veut économiser actuellement de l'ordre de 47 milliards, ce qui représente un niveau d'économies jamais atteint jusqu'à présent par notre pays. Donc, des mesures conjoncturelles et structurelles sont proposées et pour que ce soit clair, lorsque je parle de mesures, vous devez comprendre "économies draconiennes".

Ensuite, nous avons le lobby des employeurs qui ne veut aucune augmentation en termes de salaires. D'ailleurs, ils peuvent faire ce qu'ils veulent, parce que l'employeur public (donc les autorités) a déjà imposé cette absence de revalorisation pour les fonctionnaires depuis des années. Je déplore cette situation.

Nous constatons que cette politique est l'équivalent de ce qui est imposé aux pays méditerranéens. Pensons par exemple à la situation grecque avec les économies qu'on leur impose, avec toutes les conséquences négatives qui s'en suivent à l'image de l'Italie, l'Espagne et le Portugal qui vont connaître la même situation.

Je voudrais vous expliciter quelques caractéristiques propres aux Pays-Bas.

Le FNV², dont j'étais vice-président jusqu'au mois de juin, est donc le syndicat majoritaire aux Pays-Bas. Nous collaborons avec le MHP³ et le CNV⁴, les deux autres syndicats néerlandais et nous faisons partie du Conseil économique et social, où avec les employeurs et avec les économistes réputés qui ont été nommés à titre d'experts, nous débattons sur les problèmes qui se posent. Nous essayons d'alimenter les politiciens.

¹« Ne faisons pas l'économie d'une bonne crise »

² FNV : Federatie Nederlandse Vakbeweging

³ MHP : Middengroepen en Hoger Personeel

⁴ CNV : Christelijk Nationaal Vakverbond

En ce qui concerne une approche commune de la crise, je puis vous assurer que nous n'avons pas réussi à trouver de consensus sur l'approche actuelle de la crise au sein de ce Conseil économique et social.

Le FNV a essayé avec les deux autres syndicats, de publier un plan de redressement avec quelques propositions pour faire en sorte que les Pays-Bas puissent sortir renforcés de la crise. Les termes-clés utilisés dans ce plan sont : encourager, stimuler, c'est beaucoup plus important que d'économiser. Faites-le en investissant en personnes ; faites-le en investissant en emplois et également par le bien d'un partage équitable. Faites en sorte que les dépenses économiques soient stabilisées pour ainsi davantage stimuler l'économie.

Les syndicats sont épaulés dans ce programme par des soutiens équivalents lancés par des institutions qui ne le faisaient pas jusqu'à peu. Je pense par exemple à l'OCDE, à l'OIT mais également au FMI qui va lancer un appel pour que l'on suive une autre orientation.

Je viens de vous expliquer les différentes opinions des économistes. Je crois que nous devons maintenant constater que notre proposition n'a toujours pas été retenue. Vous pouvez en deviner les raisons mais je crois que vous le savez déjà.

Nous affrontons d'abord le travail de lobbying des employeurs qui, grâce à l'argument de la crise, peuvent encore plus pousser leurs intérêts qu'avant et obtiennent un écho positif de la part des autorités. C'était déjà le cas pour le gouvernement précédent mais également pour le gouvernement actuel.

Pour ce qui concerne la croissance des salaires, c'est zéro. C'est clair et public. Que ce soit **Mark Rutte** ou l'ex-ministre des Finances, nous voyons que la confiance du monde financier est toujours utilisée comme argument obligeant à réaliser des économies. D'ailleurs, certains acteurs économiques néerlandais réagissent dorénavant de plus en plus en fustigeant les limites de cette politique aux effets négatifs.

Par exemple. : Le cas de ce un géographe économique, professeur de l'université d'Amsterdam qui a dit, dans le journal *Het Parool*, la chose suivante : *"La commission de l'OCDE est pessimiste quant à la situation des Pays-Bas"*. Le rapport intitulé "Sortons du puits mais lentement" est une plaidoirie contre les 18... désolé, 30... Pardon, 46 milliards d'euros d'économies qui sont imposés par Rutte I et Rutte II. Le problème majeur, c'est le fléchissement de la consommation de 1,5% conduisant à une récession de l'ordre de 0,18 % en 2012 et une inversion de la courbe prévue pas avant 2018. La consommation a ainsi diminué retrouvant ainsi le niveau de 2006. La cause en est un chômage croissant, la modération salariale mais surtout l'augmentation des charges. Et, malgré cette augmentation à concurrence de 15 % du budget, la dette publique ne cesse de croître.

En d'autres termes, nous ne sortons pas du puits lentement mais nous tombons de plus en plus bas. Je pourrais vous citer d'autres articles mais je n'ai pas le temps nécessaire.

Peut-on s'attendre à ce que le problème s'aggrave davantage ? **Paul de Grauwe**, professeur belge, économiste, libéral et pas suspect du tout à mes yeux, a lancé également ses critiques. Il dit :

"En Allemagne, on va directement vers un équilibre du budget et les Pays-Bas aussi diminuent leur dette publique en faisant des économies. Quand, dans une récession, on essaie d'arriver à un équilibre de la dette publique, on fait exactement la même erreur que dans les années 30."

Que faut-il faire ? Que peut-on faire ? C'est ma quatrième partie.

Tel que je l'avais formulé antérieurement, je voudrais tout simplement répéter ce que nous avons déclaré lors d'une plateforme commune syndicale aux Pays-Bas, comme politique d'alternative :

"En Europe, nous avons besoin d'une politique intelligente d'investissement et de rénovation. Ceci vaut en particulier pour des pays qui affichent une bonne position structurelle; des pays comme les Pays-Bas, comme l'Allemagne pourraient fonctionner comme force motrice de l'Europe. Finalement, les règles de l'Union Européenne et de l'Union Monétaire unique doivent être

appliquées. Dans l'économie actuelle, il n'y a pas d'espace pour respecter et donc rendre sacrée cette règle de 3 % de dette publique. Car si les pays européens freinent leurs dépenses, nous économiserons à long terme et nous accentuerons de plus en plus la crise. Au niveau européen, nous avons besoin de règles plus strictes pour le secteur financier, pour éviter une nouvelle crise financière."

Tel que je l'ai dit, c'est un passage, au fond, une mention que nous avons reprise dans la déclaration syndicale. Mais je crois que nous avons prêché à des convaincus, parce que la semaine passée, nous avons constaté que les Pays-Bas se sont très mal ressaisis, puisque nous nous situons directement après la Grèce dans la zone monétaire.

Le Bureau national des statistiques, institution indépendante aux Pays-Bas, a publié un rapport dans lequel il est stipulé que l'économie néerlandaise a reculé de 1,1 % au troisième trimestre. Ainsi, les Pays-Bas affichent une performance inférieure à celle de l'Espagne. Les commentaires diffèrent en formulation et en comparaison mais dans les grandes lignes, on a parlé des quatre causes suivantes.

- Le consommateur néerlandais économise, épargne, parce qu'il baigne vraiment dans une mentalité morose.
- Il y a également une insécurité au niveau du marché du logement.
- On ne sait pas ce qui va se passer avec les pensions des retraités.
- Face à un chômage croissant, le gouvernement a ses stratégies, il a diminué les allocations de chômage et va également flexibiliser le droit au licenciement.

On voit donc que la population devient de moins en moins sereine et épargne plutôt que de dépenser son argent. Lorsque le consommateur ne dépense plus, la conséquence directe est également que les investissements des entreprises sont retardés.

On constate que ces investissements ont connu vraiment des effondrements abyssaux. Côté exportation : Nous continuons à exporter bien sûr mais c'est plutôt un transit. Donc, cela rentre à Rotterdam et cela sort par le Rhin ou cela rentre à Schiphol et cela transite directement vers d'autres pays. C'est une exportation tout à fait différente que l'exportation des marchandises néerlandaises qui permettrait de faire fructifier l'économie néerlandaise. Tout ceci pour vous dire simplement que la motivation des néerlandais est fortement remise en cause.

Nous connaissons également la crise dans le secteur de la construction aux Pays-Bas. Nous n'avons pas que les entreprises de construction qui ont des problèmes mais également les cabinets d'architectes, les agences d'immobilier, les notaires, etc. Le terme-clé dans ce secteur, c'est bien sûr, la confiance.

M. de Grauwe, ce professeur libéral belge, prévoit une autre solution et je rappelle ce qu'il dit. En ce qui le concerne, les pays de l'Europe du Nord devraient beaucoup plus encourager leur économie et ainsi stimuler leur consommation. Il dit :

"Les Pays-Bas grâce à leurs exportations affichent des comptes courants excédentaires.. Mais, ces excédents, dans cette économie close de l'Europe, cet excédent néerlandais correspond en même temps aux déficits qui connaissent d'autres pays européens. Je ne comprends pas pourquoi la Commission Européenne n'a pas une vision globale européenne."

Tel que Frédéric l'a précisé, la Commission Européenne insiste auprès de chaque état membre pour qu'il impose des mesures d'économies sans regarder l'Europe dans sa totalité. Ainsi, la récession ne fait qu'augmenter.

Je continue la citation de **M. de Grauwe** : *"Avec les différentes économies qui sont imposées maintenant, nous avons exactement l'effet contraire de ce qui est nécessaire."*

Que prévoit **M. de Grauwe** dans une interview publiée dans les journaux néerlandais ? C'est que dans les 6 mois, il semblerait que la croissance économique aux Pays-Bas sera encore négative et

qu'il y aura un nouveau tour de vis. Nous avons eu déjà 16, 30, 46 milliards. Va-t-on ajouter d'autres milliards ? J'en arrive à mes conclusions.

Avons-nous déjà jeté le bébé avec l'eau du bain ? Non mais plutôt que d'économiser et d'épargner, il faudrait que tout soit focalisé sur la création de confiance. Confiance, confiance et encore confiance pour qu'à court terme, on puisse développer des mesures de soutien ciblées et, en effet, pour le long terme surtout apporter de la clarté dans des dossiers complexes qui aux Pays-Bas monopolisent le débat depuis longtemps.

Par exemple, le secteur de l'immobilier et du logement. Il ne faut pas en même temps flexibiliser le droit au licenciement (donc, le licenciement peut se faire plus facilement pour les employeurs) et diminuer et rigidifier le droit aux allocations de chômage. Il faudrait que des choses soient faites au niveau européen, ce qui n'a pas été réalisé dans le passé.

La crise économique actuelle montre que la zone euro ne peut fonctionner que par le renforcement des structures européennes avec une surveillance des budgets mais également par un encouragement de la politique sociale. Il faut qu'il y ait une véritable surveillance et un contrôle sur la politique budgétaire des états membres. Ils doivent respecter des règles, c'est clair mais en même temps, il faut avoir une attention particulière à tous les autres facteurs qui peuvent influencer la stabilité économique et sociale des états membres. C'est ainsi, qu'il faut agir, respecter l'autonomie des états membres et développer des mesures et des règles de jeu.

Des règles de jeux comme par exemple dans le cadre de la régulation du secteur financier. Il faut arriver à une véritable surveillance européenne sur ce secteur financier. Dans ce cas, à mes yeux, il faut surveiller sur les produits à risques, ces systèmes à risques qui n'ont rien à voir avec l'économie réelle. Il faut réguler les marchés financiers mais cela doit se faire également au niveau international.

En deuxième lieu, je crois que cette économie de concertation doit être davantage stimulée au niveau des états membres. La diversité des différents systèmes salariaux doit être respectée mais en même temps, la croissance, la productivité économique et la plus-value économique forment la base pour l'espace européen et la marge de manœuvre en matière sociale ; variable qui doit être concertée entre les interlocuteurs sociaux. Les conventions entre les interlocuteurs sociaux font partie intégrante de l'économie concertée et doivent pouvoir être soutenues par une plateforme sociétale.

Au niveau national, les autorités et les interlocuteurs sociaux doivent parler des mesures que la politique peut offrir afin de permettre une diminution du chômage et une meilleure participation. Les employeurs et les gouvernements actuels doivent réaliser que le coût salarial n'est pas uniquement un coût mais c'est également une source de dépenses. Dans ce cadre, les impôts et bien sûr, la concertation des interlocuteurs sociaux sont très importants pour garder et garantir l'état de providence dans lequel nous vivons.

Finalement, la politique socio-économique et la dimension européenne sont liées. Il faut éviter à l'Europe, que ces économies à court terme et ces charges croissantes, aient un effet négatif sur l'emploi en général. Nous souhaitons que la politique européenne avec une coordination des revenus répartis de façon juste et équitable. Une répartition des richesses et du patrimoine fait partie de ces mesures. Je voudrais terminer en proposant deux mesures concrètes qui peuvent être ajoutées à ce qu'a dit Frédéric.

↳ Le renforcement de l'accès à l'emploi. A mon avis, on peut renforcer et stimuler l'emploi par l'augmentation de la demande. Cela nécessite plus de coordination dans la politique budgétaire des pays forts qui peuvent stabiliser leurs dépenses et des états membres qui peuvent envisager à réaliser des économies à plus long terme, plutôt que d'avoir des économies ponctuelles à très court terme. Il faut qu'il y ait un plan qui permette d'éradiquer le chômage de longue durée et en particulier, le chômage des jeunes. Il faut lutter contre ces phénomènes.

✚ Le seuil de sécurité et de défense sociale pour les travailleurs. La crise actuelle ne peut pas être utilisée comme argument pour démanteler la Sécurité Sociale. Je crois que l'accès à la Sécurité Sociale et aux allocations sociales doit être maintenu et que les charges doivent être réparties équitablement. En plus, il faut défendre les groupes défavorisés et fragiles en termes d'accès au marché du travail. Le marché du travail européen doit être renforcé par ce seuil minimum.

Les règles sociales doivent être déterminées et définies dans le pays souverain, de façon souveraine. Donc, tous les pays doivent pouvoir garantir un minimum de Sécurité Sociale. Ce n'est pas uniquement le libre-échange des travailleurs qui est important mais c'est surtout du libre-échange des marchandises et d'établissement des entreprises. Il est très important que tous les pays ne fassent pas la même chose mais puissent quand même présenter un salaire minimum pour éviter une concurrence salariale entre les différents états membres de l'Europe.

C'est une chose que nous avons étudiée aux Pays-Bas en essayant de développer quelque chose dans ce sens en tentant de convaincre les partis politiques du gouvernement. Nous avons également essayé, via la CES⁵, de démarrer et développer cette idée mais nous avons constaté malheureusement qu'il y aura encore beaucoup d'eau qui s'écoulera vers la mer que ce soit par le Rhin, par la Tamise et par d'autres fleuves avant que l'on puisse arriver à concrétiser nos demandes. Merci beaucoup.

(Applaudissements)

⁵ CES : Confédération Européenne des Syndicats